



RCS : ROUEN
Code greffe : 7608

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ROUEN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1998 B 00111
Numéro SIREN : 417 525 037
Nom ou dénomination : FIGESCO AUDIT

Ce dépôt a été enregistré le 05/12/2013 sous le numéro de dépôt 6099

CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Eric PRINS, né le 06 mars 1958 à ARGENTAN, de nationalité Française, demeurant 24 AB RUE DU MONT ASSELIN 76190 YVETOT, marié à Madame Fabienne PRINS sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat reçu le 09 juillet 2007 par Maître CABOT, notaire à YVETOT, préalablement à leur union célébrée à MESNIL PANENVILLE le 27 juillet 2007,

Ci-après dénommé "l'apporteur",

D'une part,

ET

La société FEP, société à responsabilité limitée au capital de 7 500 euros, ayant son siège social 8 AVENUE DU MARECHAL FOCH, 76190 YVETOT, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS ROUEN 513 085 431, représentée par Monsieur Eric PRINS, gérant,

Ci-après dénommée "la société bénéficiaire",

D'autre part,

**Dépôt au greffe
du tribunal de
commerce de Rouen**

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

A - Caractéristiques de la société FIGESCO AUDIT

L'apporteur détient dans la société FIGESCO AUDIT, QUATRE CENT CINQUANTE (450) parts sociales.

La société est une société à responsabilité limitée au capital de 31 680 euros, dont le siège social est sis 8 Avenue Foch 76190 YVETOT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ROUEN sous le n° 417 525 037. Le gérant de la société FIGESCO AUDIT est Monsieur Eric PRINS.

Le capital social est 31 680 euros divisé en 600 parts sociales de 52.80 euros chacune de valeur nominale.

La société a notamment pour objet social : Professions d'expert comptable et de commissaires aux comptes.

B - Caractéristiques de la société FEP

La société FEP est une société à responsabilité limitée au capital de 7 500 euros, dont le siège social est sis 8 Avenue Foch 76190 YVETOT, immatriculée au Registre du Commerce et des

1910
1911
1912

Sociétés de ROUEN sous le n° 513 085 431. Le gérant de la société FEP est Monsieur Eric PRINS.

Le capital social est de 7 500 euros divisé en 100 parts sociales de 75 euros chacune de valeur nominale et est détenu actuellement de la façon suivante :

- Monsieur Eric PRINS, propriétaire de 99 parts sociales
- Madame Fabienne PRINS, propriétaire d'1 part sociale

Total composant le capital social : 100 parts sociales

La société a notamment pour objet social : Professions d'expert comptable et de commissaires aux comptes.

C – Motifs de l'apport de titres :

La présente opération d'apport s'inscrit dans le cadre plus général de la restructuration du capital des sociétés FIGESCO AUDIT et FEP

D- Méthode d'évaluation :

Les associés des deux sociétés sont convenus de valoriser l'apport de la manière suivante :

- D'après les comptes établis au 30 septembre 2009, par la combinaison des valeurs suivantes :
- Valeur mathématique retenue après l'application d'un coefficient de 0.90 sur le chiffre d'affaires HT de l'expertise comptable pour Yvetot
- Valeur de rendement égale à dix fois les bénéfices
- Valeur de la clientèle de Grand Quevilly évaluée d'après un coefficient de 1.1 sur le chiffre d'affaires HT
- Valeur de la clientèle commissariat aux comptes retenue avec un coefficient de 1.

Cette évaluation donne à la société FIGESCO AUDIT une valeur de 2 400 000 euros, soit 4 000 euros la part sociale.

Cette évaluation n'entraîne aucune conséquence défavorable à l'égard de quiconque.

APPORT

L'apporteur, soussigné de première part, apporte à la société FEP, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur Eric PRINS, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

- TROIS CENT DIX (310) parts sociales de la société FIGESCO AUDIT représentant 51.67 % du capital de cette société.
- Lesdits biens sont évalués à la somme de 1 240 050 euros

La société FEP aura la pleine propriété des droits sociaux apportés à compter du jour de l'approbation du présent contrat d'apport par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés.

Elle en aura la jouissance du 1^{er} jour de l'exercice en cours au jour de l'apport, coupon attaché.

REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné évalué à 1 240 050 euros, il sera attribué à l'apporteur 16 534 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 75 euros chacune, entièrement libérées, de la société FEP, qui seront émises au pair à titre d'augmentation de capital.

Les parts sociales nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts anciennes et jouiront des mêmes droits à compter du de ce jour.

Conformément à la loi, Monsieur Eric PRINS, gérant de la société FEP, déclare que les parts nouvelles seront attribuées comme il est indiqué ci-dessus et seront intégralement libérées.

Monsieur Eric PRINS, apporteur, reconnaît la sincérité de cette déclaration.

VERIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT

L'apport qui précède ne deviendra définitif qu' après réalisation des conditions suivantes :

- Etablissement d'un rapport d'un commissaire aux apports contenant l'appréciation de la valeur dudit apport et les avantages particuliers éventuels,
- Approbation de l'évaluation de l'apport et de l'octroi d'avantages particuliers éventuels et constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société FEP.

DECLARATIONS GENERALES

L'apporteur déclare que les droits sociaux apportés sont sa propriété légitime ; qu'il est libre d'en disposer ; que les droits sociaux ne sont grevés d'aucune inscription, notamment de gage ce compte d'instruments financiers.

L'apporteur déclare également que la société FIGESCO AUDIT dont les droits sociaux sont apportés n'est pas en état de cessation de paiement, de redressement ou de liquidation judiciaire et ne fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable.

Enfin, Monsieur Eric PRINS, Gérant de la société FIGESCO AUDIT, déclare au nom de ladite société avoir eu connaissance des opérations réalisées par la société FIGESCO AUDIT depuis le début de l'exercice en cours et que ces opérations ne peuvent pas modifier l'évaluation des droits sociaux apportés.

DECLARATIONS FISCALES

Le présent apport sera soumis au droit commun des apports. La formalité d'enregistrement sous le droit fixe de 375 euros ou 500 euros, sera requise lors de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société FEP.

En matière d'impôt sur le revenu, les parties déclarent que la présente opération est susceptible de bénéficier du sursis d'imposition des plus-values réalisées en cas d'apport de titres à une société soumise à l'impôt sur les sociétés.

Les parties déclarent faire leur affaire personnelle des déclarations subséquentes éventuelles leur permettant de bénéficier dudit sursis d'imposition.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- l'apporteur 8 Avenue Foch 76190 YVETOT,
- la société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

POUVOIRS

Tous pouvoirs sont, dès à présent, expressément donnés :

- Aux soussignés, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;
- Aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformés des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de l'apport, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

Inscrit à : SIE DE ROUEN EST

Le 14/02/2011 Bordereau n°2011/269 Case n°53

Ext 2095

Inscription : 125 €

Pénalités :

Total liquidé : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

L'Agent

Nicole POINCON
Agent des impôts

Fait à YVETOT
Le 19 octobre 2010
En 5 exemplaires

Guiz Poincon

FIGESCO AUDIT
Société à responsabilité limitée
au capital de 31 680 euros
Siège social : 8 Avenue du Maréchal Foch
76190 YVETOT
417525037 RCS ROUEN

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 30 NOVEMBRE 2010

L'an deux mille dix,

Le 30 novembre,

A 19 heures,

Les associés de FIGESCO AUDIT, société à responsabilité limitée au capital de 31 680 euros, divisé en 600 parts de 52,80 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, 8 Avenue du Maréchal Foch 76190 YVETOT, sur convocation de la gérance.

Sont présents :

Société HYTEM, propriétaire de 100 parts sociales

Monsieur Eric PRINS, propriétaire de 450 parts sociales

Monsieur Christian LEGENDRE, propriétaire de 1 part sociale

Société SATIC, propriétaire de 49 parts sociales

L'Assemblée est présidée par Monsieur Eric PRINS, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,
- Approbation d'un apport en nature des parts sociales de FIGESCO AUDIT détenues par Monsieur Eric PRINS consenti à la Société FEP, et de son évaluation,
- Modification corrélative des statuts,



- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- le rapport de la gérance,

- le contrat d'apport conclu le 19 octobre 2010 avec Monsieur Eric PRINS,

- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- d'un contrat d'apport en date à YVETOT du 19 octobre 2010 aux termes duquel Monsieur Eric PRINS fait apport à la Société FEP de 310 parts sociales de la SARL FIGESCO AUDIT 8 Avenue Foch 76190 YVETOT RCS ROUEN 417 525 037 évalués à 1 240 050 euros,

Approuve cet apport et l'évaluation qui en a été faite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption de la résolution qui précède, l'Assemblée Générale décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 7 des statuts :



ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL-PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à trente et un mille six cent quatre-vingt euros (31 680 euros).

Il est divisé en 600 parts sociales de 52,80 euros chacune, entièrement libérées et réparties comme suit :

Société FEP, propriétaire de 310 parts sociales
Société HYTEM, propriétaire de 100 parts sociales
Monsieur Eric PRINS, propriétaire de 140 parts sociales
Monsieur Christian LEGENDRE, propriétaire de 1 part sociale
Société SATIC, propriétaire de 49 parts sociales

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés ou leurs mandataires.



FIGESCO AUDIT
Société à responsabilité limitée
au capital de 31 680 euros
Siège social : 8 Avenue du Maréchal Foch
76190 YVETOT
417525037 RCS ROUEN

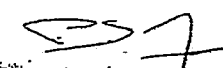
STATUTS MODIFIES LE 30 NOVEMBRE 2010

Statuts certifiés conformes par le gérant

L

500 F

ENREGISTRÉ à YVETOT
Bord 90/3. Folio 35.....
Reçu à l'Unité franc
LE 14 JAN 1988

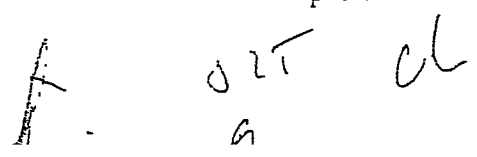

P. SAGNER
Contrôleur Divisionnaire

STATUTS

Les soussignés (1)

- Monsieur Eric Jean PRINS, Expert Comptable, Commissaire aux Comptes, inscrit au tableau de l'ordre des experts comptables de ROUEN et à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de ROUEN, né le 6 Mars 1958 à ARGENTAN (61) de nationalité française, divorcé, demeurant 12, rue de Crosne 76000 ROUEN
- Monsieur Christian, André, Sverré LEGENDRE, Expert Comptable, Commissaire aux Comptes, inscrit au tableau de l'ordre des experts comptables de ROUEN et à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de ROUEN, né le 28 Aout 1956 à ROUEN, divorcé, demeurant 57, Avenue de Bretagne 76000 ROUEN
- Monsieur Jean-Louis, Georges, Joseph TACHER, Expert Comptable, Commissaire aux Comptes, inscrit au tableau de l'ordre des experts comptables de ROUEN et à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de CAEN, né le 26 Novembre 1947, marié actuellement sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalablement à son union célébrée à la Mairie de OUISTREHAM (CALVADOS) le 28 Juin 1969 mais ayant adopté le régime de la séparation de biens au terme d'un acte reçu par Maître LE PROVOST -PRUD'HOMME, notaire à CAEN en date du 12 Janvier 1987, homologué par le tribunal de grande instance de CAEN en date du 18 Mai 1987, ledit régime n'ayant pas été modifié depuis, demeurant 23, rue des Tumulus 14320 FONTENAY LE MARMION
- Madame Christine Blanche Wilhemine LAUDE née PRINS le 7 janvier 1960 à ARGENTAN (ORNE), infirmière, mariée à Monsieur LAUDE Frank sous le régime de la séparation de biens suivant acte reçu le 24 Juin 1985 par Maître Bruno PEYRON, notaire à SAINT JULIEN LE FAUCON (CALVADOS) préalablement à leur union célébrée le 6 Juillet 1985 à LISIEUX (14), demeurant Le Bourg 14270 MAGNY LA CAMPAGNE
- Monsieur Franck, Marie, Jean Michel LAUDE, professeur de comptabilité, né à ROUEN, le 2 Aout 1958 , marié à Madame Christine PRINS sous le régime de la séparation de biens suivant acte reçu le 24 Juin 1985 par Maître Bruno PEYRON, notaire à SAINT JULIEN LE FAUCON (CALVADOS) préalablement à leur union célébrée le 6 Juillet 1985 à LISIEUX (14), demeurant Le Bourg 14270 MAGNY LA CAMPAGNE

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.



ARTICLE PREMIER - FORME

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées une société à responsabilité limitée régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et celles régissant les professions d'expert comptable et de commissaire aux comptes, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La société est dénommée FIGESCO - Audit, Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de ROUEN, et à la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes de ROUEN

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment, les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » ou des lettres S.A.R.L et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention du Tableau de la Circonscription de l'Ordre, où la société est inscrite.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet, dans tous pays, l'exercice des professions d'expert comptable et de commissaire aux comptes, telles qu'elles sont définies par l'ordonnance modifiée du 19 Septembre 1945 et la loi modifiée du 24 Juillet 1966 et telles qu'elles pourraient l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans des entreprises de toute nature, à l'exception, et sous le contrôle du conseil régional de l'Ordre, de celles ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2, et 22 septième alinéa de l'Ordonnance du 19 Septembre 1945, modifiée par la loi du 8 Aout 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieurs à l'Ordre, ne peut, non plus, détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de sa profession ou l'indépendance de ses actionnaires Experts Comptables, ainsi que le respect, par ces derniers des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

1

JIT
R
CL

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le Siège social est fixé à YVETOT (76190) – 8 Avenue du Maréchal Foch

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

APPORTS EN NUMERAIRE

- Monsieur PRINS Eric
apporte à la société une somme en espèces de
quarante neuf mille six cents francs, ci 49 600 F
- Monsieur LEGENDRE Christian
apporte à la société une somme en espèces de
cent francs, ci 100 F
- Monsieur Jean Louis TACHER
apporte à la société une somme en espèces de
cent francs, ci 100 F
- Madame Christine LAUDE PRINS
apporte à la société une somme en espèces de
cent francs, ci 100 F
- Monsieur Franck LAUDE
apporte à la société une somme en espèces de
cent francs, ci 100 F

Soit ensemble, la somme totale de.

Cinquante mille francs.. ci

50 000 F

Cette somme de 50 000 F
a été, dès avant ce jour, déposée à la banque.....
..... à un compte ouvert au nom de la société
en formation sous le numéro.....

dit CL
K

Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à trente et un mille six cent quatre vingt euros (31 680 euros).

Il est divisé en 600 parts sociales de 52,8 euros chacune, entièrement libérées.

Société FEP, trois cent dix parts sociales, ci	310 parts sociales
Société HYTEM, cent parts sociales, ci	100 parts sociales
Monsieur Eric PRINS, cent quarante parts sociales, ci	140 parts sociales
Monsieur Christian LEGENDRE, une part sociales, ci.....	1 part sociale
Société SATIC, quarante neuf parts sociales,ci.....	49 parts sociales

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 600 parts.

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont libérées intégralement.

2 - La liste des associés sera communiquée annuellement au Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste.

3 - Les trois quarts des parts doivent être détenus par des experts comptables inscrits au tableau de l'Ordre, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance modifiée du 19 Septembre 1945.

Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci ne seront prises en compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts que les experts comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts composant son capital.

4 - Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 Juillet 1966.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

5 - Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL


Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les associés conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi du 24 Juillet 1966 et 11 des statuts

ARTICLE 9 - RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leur apports.

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la société.

1 /  d r t cl
h

ARTICLE 10 - INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-proprétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 7, paragraphes 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu-proprétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, experts comptables ou commissaires aux comptes

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES PARTS

1 - Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

/

A

027 d
PC

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession de parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843.4 du Code Civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsqu'aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société ; spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article

d *A* *0 25* *1* *7*

45 de la loi du 24 Juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

2 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert comptable ou d'un commissaire aux comptes associé, ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

1 / JCT PL

3 - Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4 - Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832.2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

ARTICLE 12 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié du tableau des experts comptables ou de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 7 pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843.4 du Code Civil.

1
JLT
r.l
4

ARTICLE 13 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés experts comptables et commissaires aux comptes, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts, à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation à une clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social, dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Les gérants sont tenus de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émarginée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a large 'A' and some illegible marks.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 15 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts ou figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

ARTICLE 16 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1^{er} Octobre et finit le 30 Septembre

Exceptionnellement, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 Septembre 1998. En outre, les actes accomplis et repris pour la société seront rattachés à la cet exercice.

ARTICLE 17 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont

A
025
R

effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 18 - CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables ou du Président de la Commission Régionale des Commissaires aux comptes, selon l'origine du litige.

En cas de contestation soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires.

Les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage, selon leur choix, soit du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts comptables, soit du Président de la Commission régionale des Commissaires aux comptes.

ARTICLE 19 - PREMIER EXERCICE SOCIAL - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis cette immatriculation jusqu'au 30 Septembre 1998. Les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

L'état des actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

En outre la gérance est expressément autorisée à passer et à souscrire, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements suivants entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social. :

(Enoncer ici lesdits actes et engagements qui doivent être déterminés et dont les modalités doivent être précisées)

* Souscription d'un emprunt maximum de 1.400.000 F remboursable sur 7 ans à un taux maximal de 6 % l'an

Ces engagements seront également repris par la société, du seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'article 13 requiert, pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre associés, une autorisation de la collectivité des associés. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification par l'assemblée générale ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

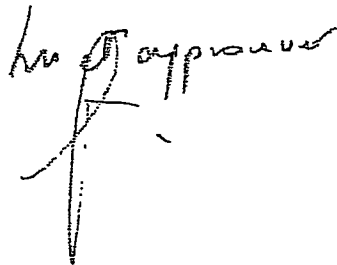
ARTICLE 20 - PUBLICITE - POUVOIRS

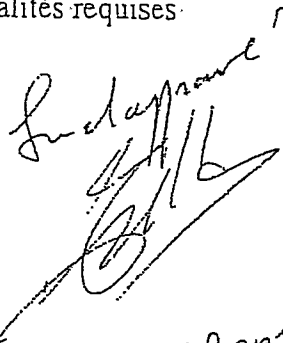
Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi, et spécialement à Monsieur Eric PRINS à l'effet de signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

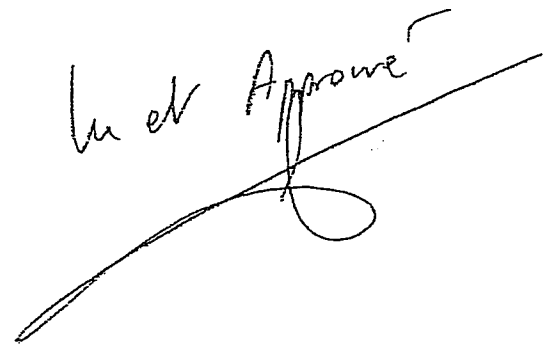
ARTICLE 21- FRAIS

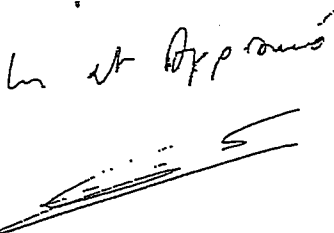
Tous les frais, droits et honoraires des présents et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices.

Fait à Muret
Le 1^{er} décembre 1997
En 7 originaux dont un pour être
déposé au siège social, et les autres
pour l'exécution des formalités requises

Lu et Approuvé


Lu et Approuvé


Lu et Approuvé


Lu et Approuvé


Lu et Approuvé
